

## Norme ISO 14001

# Toujours plus proche

La norme ISO est surtout utilisée en industries (chimie, automobile...). Mais depuis peu, quelques exploitations de grande culture se sont lancées dans cette démarche d'amélioration continue des performances environnementales. Enquête auprès d'agriculteurs et de l'ADEME.

### Carte d'identité

Nom de la démarche	Norme NF EN ISO 14001 "Système de management environnemental"
Maître-d'œuvre/Promoteur	ISO (organisation internationale de normalisation)
Date de lancement	1996
Zone de développement	Démarche internationale
Champ d'application	Démarche d'amélioration continue des performances environnementales de l'exploitation et du respect de la réglementation. Démarche collective dans le partage du coût de la certification et dans le partage des tâches, afin de garder une dynamique au sein du groupe. Outil générique de gestion s'appuyant sur un système de management environnemental (SME) écrit. Thème : ressources naturelles (eau, sol, air, biodiversité), odeur, bruit, paysage...
Niveau de développement	2002 : 6 exploitations certifiées (ISONIS – Poitou-Charentes) 2005 : 20 exploitations en Picardie + 11 nouveaux membres d'ISONIS vont être certifiés
Modes de contrôle	Certificat délivré par un organisme certificateur (OC) indépendant valable 3 ans. Deux audits de suivi réalisés par l'OC sur 3 ans+ audits internes réalisés par un prestataire différent de l'OC tous les ans. L'agriculteur fixe lui-même ses objectifs et les indicateurs d'efficacité.
Contacts	Ademe et Chambres d'Agriculture concernées
Site internet	<a href="http://www.charente-maritime.chambagri.fr">www.charente-maritime.chambagri.fr</a>

### Pour en savoir plus

- Norme NF EN ISO 14001 1996 Système de management environnemental (spécifications et lignes directrices pour son utilisation)
- Norme NF EN ISO 9001 2000 Système de management de la qualité (exigences)
- Actes du colloque national ADEME, CA Poitou-Charentes du 5 mars 2004 à La Rochelle : "Progresser pour l'environnement et le prouver" disponibles sur le site Internet de la CA Charente-Maritime

Nicolas Bousquet  
[n.bousquet@arvalisinstitutduvegetal.fr](mailto:n.bousquet@arvalisinstitutduvegetal.fr)

« J'étais déjà qualifié QualiTerre et certifié Eurep-Gap, mais je voulais aller plus loin car je suis assez sensible à l'environnement et à l'image de l'agriculture" nous confie Philippe Delefortrie, producteur en Picardie.

Cette norme ISO 14001, basée sur un système de management environnemental (SME) documenté, est une démarche de progrès et d'amélioration continue qui s'adresse à ceux qui souhaitent anticiper l'avenir. "C'est presque une philosophie" précise Iman Bahmani, responsable agriculture à l'ADEME Picardie.

### Des motivations diverses

L'association ISONIS re-

groupe six exploitations de grande culture de Poitou-Charentes certifiées ISO 14001. Son président, Philippe Massonnet nous explique : "Nous nous sommes lancés dans cette démarche après une formation sur les différentes démarches d'exploitation existantes. Celle-ci sort du milieu agricole : contrairement aux autres, rédigées par les agriculteurs pour les agriculteurs et contrôlées par des organismes agricoles ou para-agricoles, la norme ISO fait appel à un référentiel externe plus indépendant et plus transparent."

En Picardie, M. Delefortrie travaille actuellement avec 19 autres exploitants picards pour être certifié prochainement. Il confirme cet aspect transparent et ajoute : "Je suis

producteur de pomme de terre que j'expédie en partie à l'étranger (Belgique, Allemagne, Angleterre) et la norme ISO 14001 m'intéresse également par sa dimension internationale. Au contraire d'Eurep-Gap qui m'a été imposé par mes clients, ISO reste une démarche totalement volontaire."

### Une démarche collective

Au départ, c'était une démarche individuelle dans laquelle se sont engagées quelques exploitations très spécialisées (serres, viticulture...). Mais depuis peu, des exploitations SCOP et polyculture-élevage ont franchi le cap de la certification à travers des démarches collectives. En

# de l'environnement

Poitou-Charentes, ISONIS fut la première association d'agriculteurs à le faire en 2002. En Picardie, une démarche collective financée et coordonnée par l'Ademe et le Conseil Régional a également été mise en place. Ainsi, 20 exploitations picardes, suivies par le cabinet conseil Péri'G, se préparent à être certifiées début 2005.

"La démarche ISO 14001 n'est pérenne que si elle est collective" confirme Iman Bahmani. Cela permet en effet de partager le coût de la certification, mais également de partager les tâches pour conserver une dynamique dans le groupe. A ce propos, ISONIS a son propre responsable environnement.

## Du diagnostic aux objectifs

"Il n'y a pas de cahier des charges précis. La norme nous impose d'une part de suivre la réglementation et d'autre part de rédiger des procédures pour chacune de nos interventions" explique M. Massonnet. C'est une démarche de progrès qui part d'un état des lieux de l'exploitation pour définir ensuite un programme d'amélioration sur 3 ans. Les diagnostics individuels constituent la première étape, avec en particulier l'inventaire des textes réglementaires. Ensuite, procédures et instructions sont renseignées dans un document intitulé Système de Management Environnemental. L'ADEME et les Chambres d'Agriculture proposent leurs services pour évaluer, conseiller et accompagner ceux qui le souhaitent.

"Pour la certification officielle, nous devons définir des

objectifs à atteindre pendant les trois ans à venir" confirme M. Delefortrie. "Pour notre première certification, normalement prévue en 2005, nous nous sommes orientés sur l'aménagement paysager du territoire."

"Nous à ISONIS", précise M. Massonnet, "nous nous sommes focalisés sur l'aménagement du site de l'exploitation depuis 2002, et pour notre audit de renouvellement, nous allons nous intéresser à la durée de vie des phytos."

## Pour une meilleure organisation

"Malgré les autres certifications déjà en place sur mon exploitation", reprend Philippe Delefortrie, "j'ignorais encore certains points réglementaires. La plupart des améliorations à apporter concernent plus les procédures et documents d'enregistrements que les pratiques sur le terrain. Il y a toujours des choses à améliorer mais plus au niveau de l'organisation dans un premier temps."

"Aujourd'hui, nous n'avons pas suffisamment de recul, car cette démarche est très récente et peu appliquée sur les exploitations" poursuit Iman Bahmani. "Cela reste une démarche lourde à mettre en œuvre ; nous avons mis 2,5 ans pour l'adapter à nos exploitations" rappelle Philippe Massonnet, président d'ISONIS. Ses retombées économiques sont donc difficiles à estimer, mais le gain observé sur le plan de l'organisation des tâches est indéniable. ■

## Du côté de l'ISO 9001 Vers une adaptation à l'agriculture

Datant de 1990 et révisée en 1994 et 2000, cette norme est plus orientée sur la qualité. C'est une démarche individuelle d'amélioration continue de la qualité et de la satisfaction des clients. Elle passe par la mise en place de moyens de maîtrise et de mesure de la qualité dans une approche de processus. A l'heure actuelle, aucune exploitation de grande culture ne fait l'objet d'une telle certification. En Picardie, centres de gestion, Chambres d'Agriculture, Ecole des Mines de Paris (CGS), INRA et SOCOTEC se sont regroupés autour d'Agrotransfert Picardie pour adapter cette norme à l'agriculture. Les Chambres d'Agriculture de Picardie se proposent maintenant de promouvoir cette démarche auprès des jeunes agriculteurs qui s'installent.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé Marianne CERF, directrice de recherches à l'INRA-INAPG : "Nous avons travaillé avec 38

exploitations de grandes cultures ayant plutôt des clients industriels. Il a d'abord fallu identifier les chapitres de la norme les plus pertinents au niveau d'une exploitation agricole puis décrire les processus-clés (de la production au stockage sans aller jusqu'à la commercialisation) de manière simple puisque la version 2000 de la norme nous le permet. Nous souhaitons mettre en place un outil à la fois complet et souple, pouvant donc être utilisé de façon différente tant par les agriculteurs que par les conseillers. Au final, ce travail a débouché sur des outils d'accompagnement dont un manuel qualité "type" qui peut s'adapter au cas par cas selon les besoins de chacun. Les avantages de cette démarche vis-à-vis des clients ne sont pas encore appréciables. En revanche, les agriculteurs qui se sont engagés dans cette démarche affirment que cela leur permet d'être plus efficaces et mieux organisés."

